

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 400

[S-C — 28007]

23 NOVEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française réglant l'organisation et le fonctionnement des différentes instances chargées de la gestion des fonds que la Communauté économique européenne met à la disposition de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement secondaire à horaire réduit dans le cadre du Fonds social européen

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, tel que modifié par l'Acte unique Européen des 17 et 28 février 1986;

Vu le règlement de la Communauté économique européenne n° 2052/88 du Conseil du 24 juin 1988 concernant les missions des fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants;

Vu le règlement de la Communauté économique européenne n° 4253/88 du Conseil du 19 décembre 1988 portant dispositions d'application du règlement de la Communauté économique européenne n° 2052/88 en ce qui concerne la coordination entre les interventions des différents Fonds structurels, d'une part, et entre celles-ci et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants, d'autre part;

Vu le règlement de la Communauté économique européenne n° 4255/88 du Conseil du 19 décembre 1988 portant dispositions d'application du règlement de la Communauté économique européenne n° 2052/88 en ce qui concerne le Fonds social européen;

Vu les lois sur l'enseignement technique coordonnées le 30 avril 1957;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 19 mai 1992;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 29 juin 1992;

Vu le protocole du comité de secteurs IX et du comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment, l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980 et la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre sans retard, les mesures permettant de répondre aux objections de la Cour des Comptes qui s'oppose, d'une part à la liquidation des coûts de fonctionnement dus aux établissements dans le cadre d'actions Fonds social européen, ainsi qu'au paiement des factures dues à des fournisseurs dans le cadre de l'équipement de la cellule Fonds social européen, d'autre part au remboursement à la Communauté française, des avances consenties pour la rémunération des membres du personnel engagés dans le cadre de ces actions;

Considérant que les sommes en question ont été préfinancées par la Communauté française et que lors de l'établissement des budgets de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement secondaire à horaire réduit, il a été tenu compte de ces sommes, il est donc urgent de prendre des dispositions permettant à la Communauté française de récupérer les avances consenties.

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales et du Ministre de l'Éducation.

Vu la délibération de l'Exécutif en date du 23 novembre 1992,

Arrête :

Section Ire. — Définitions

Article 1er. L'enseignement de promotion sociale organisé sur la base des lois sur l'enseignement technique coordonnées le 30 avril 1957 et sur la base du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale est dénommé ci-après : enseignement de promotion sociale.

Art. 2. L'enseignement secondaire à horaire réduit organisé par le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit est dénommé ci-après : enseignement secondaire à horaire réduit.

Art. 3. Le ou les Ministre(s) de la Communauté française ayant respectivement l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit dans ses (leurs) attributions est (sont) dénommé(s) ci-après : le(s) Ministre(s).

Art. 4. Pour l'application du présent arrêté, par réseaux, il y a lieu d'entendre :

1° l'enseignement organisé par la Communauté française;

2° l'enseignement provincial et communal subventionné par la Communauté française;

3° l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, qui lui-même se subdivise en enseignement libre confessionnel et en enseignement libre non confessionnel.

Art. 5. Par « cellule », il y a lieu d'entendre : l'organe tenant lieu d'interlocuteur désigné par l'Exécutif de la Communauté française pour servir d'intermédiaire entre les opérateurs, les réseaux et les structures de décisions du Programme Fonds social européen.

Section 2. — Conformité aux dispositions européennes

Art. 6. A partir du 1er janvier 1990, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit participent au programme du Fonds social européen dans le cadre du règlement de la Communauté économique européenne n° 4255/88 du Conseil du 19 décembre 1988 portant dispositions d'application du règlement de la Communauté économique européenne n° 2052/88 en ce qui concerne le Fonds social européen;

Art. 7. § 1er. L'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit participent à des actions dont les objectifs sont :

1. lutter contre le chômage de longue durée par l'insertion professionnelle des personnes de plus de vingt-cinq ans en chômage depuis plus de 12 mois;
2. faciliter l'insertion professionnelle de personnes de moins de vingt-cinq ans qui ont terminé la scolarité à temps plein et qui sont à la recherche d'un emploi quelle que soit la durée de cette recherche;
3. favoriser la stabilité d'emploi et développer de nouvelles possibilités d'emploi en faveur des chômeurs, des personnes menacées de chômage et des personnes occupées dans des petites et moyennes entreprises dans le cadre d'actions correspondant aux priorités régionales et qui s'intègrent dans les plans ou actions des autres Fonds.

§ 2. Pour les objectifs repris aux points 1 et 2 du § 1er, du présent article, les actions doivent s'inscrire dans les orientations que définissent les axes de politique de formation et d'emploi fixés par la Commission européenne.

Section 3. — Gestion du programme en Communauté française

Art. 8. Dans le cadre des actions visées aux articles 6 et 7, le(s) Ministre(s) fixe(nt) chaque année, dans une circulaire ministérielle, sur avis de la cellule, les actions qu'il(s) souhaite(nt) voir privilégiées dans le respect des dispositions prévues dans le règlement du Fonds social européen.

Art. 9. Le programme Fonds social européen pour l'enseignement de promotion sociale et pour l'enseignement secondaire à horaire réduit a son siège administratif auprès de la direction générale de l'organisation des études, de l'enseignement de promotion sociale et des bâtiments scolaires de la Communauté française du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation.

Art. 10. § 1er. La cellule se compose comme suit :

1. le Directeur d'administration de l'enseignement de promotion sociale, qui préside les réunions et est chargé, en outre, à partir du 1er janvier 1992, de la coordination entre la cellule, l'administration et le service d'Inspection;
2. un représentant du(des) Ministre(s);
3. le coordonnateur de la cellule mise en place par la Communauté française pour les programmes des fonds structurels européens;
4. le membre de l'Inspection visé à l'article 13;
5. un représentant de la direction d'administration de l'enseignement de promotion sociale; en l'absence du Président, il préside les réunions de la cellule;
6. un représentant de la direction générale de l'enseignement secondaire;
7. un représentant de la direction générale des personnels, des statuts, de l'organisation administrative et de l'enseignement spécial;
8. trois représentants par réseau d'enseignement, à l'exception de l'enseignement libre subventionné, qui compte quatre représentants dont un de la Fédération des établissements libres subventionnés indépendants.

§ 2. Les chargés de mission, visés à l'article 14, assistent aux réunions de la cellule avec voix consultative.

§ 3. Des personnes extérieures à la cellule peuvent, s'il échet, être invitées par le Président, à son initiative ou à la demande de la cellule, à participer aux réunions avec voix consultative.

Art. 11. La cellule est chargée de :

- vérifier l'éligibilité des actions proposées, conformément aux critères du Fonds social européen;
- proposer au(x) Ministre(s) la répartition des crédits du Fonds social européen mis à la disposition de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement secondaire à horaire réduit, conformément aux dispositions prévues à l'article 23 du présent arrêté;
- proposer au(x) Ministre(s) les actions à privilégier dans le cadre des actions du Fonds social européen;
- assurer le déroulement, le suivi, l'évaluation et la promotion du programme Fonds social européen;
- approuver les rapports annuels, en ce compris, les comptes, après en avoir vérifié la conformité.

Art. 12. Les votes ne peuvent intervenir que si chaque réseau est représenté et si deux tiers des membres au moins sont présents. Les décisions sont alors prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

Si un réseau n'est pas représenté ou si moins de deux tiers des membres sont présents, une nouvelle réunion est convoquée au cours de laquelle des votes peuvent intervenir quels que soient les réseaux représentés ou quel que soit le nombre des membres présents. Le vote est alors acquis à la majorité absolue des membres présents.

Art. 13. Un membre du service d'Inspection de l'enseignement de promotion sociale, désigné par le(s) Ministre(s), est chargé :

- d'organiser les missions du service d'Inspection dans le cadre des actions du programme Fonds social européen menées par l'enseignement de promotion sociale;
- de coordonner le travail des chargés de mission visés à l'article 14.

Section 4. — Les chargés de mission

Art. 14. Le(s) Ministre(s) peut (peuvent) désigner, à raison d'un par réseau, trois chargés de mission pour l'enseignement de promotion sociale et trois chargés de mission pour l'enseignement secondaire à horaire réduit. En ce qui concerne l'enseignement subventionné, le(s) Ministre(s) les désigne(nt) après avis des organisations représentatives des pouvoirs organisateurs, chacune pour ce qui la concerne.

Art. 15. En matière de gestion des crédits du Fonds social européen, de rédaction et de transmission des rapports intermédiaires ou finals et de coordination entre les réseaux, les chargés de mission exécutent les décisions de la cellule et, dans ce cadre, accomplissent leur tâche dans les locaux du siège administratif du programme Fonds social européen.

Ils relèvent alors de l'autorité du coordonnateur responsable visé à l'article 13.

Art. 16. En ce qui concerne les relations à établir avec les établissements et les pouvoirs organisateurs, le suivi du programme du Fonds social européen, les chargés de mission sont à la disposition de leur réseau et dans ce cadre, ne rendent compte de leurs activités qu'aux instances de leur réseau.

Art. 17. Le chargé de mission désigné par le(s) Ministre(s) après avis conjoint du Secrétariat national de l'Enseignement catholique et de la Fédération des établissements libres subventionnés indépendants, exerce sa mission dans l'enseignement libre confessionnel et dans l'enseignement libre non confessionnel.

Art. 18. Les chargés de mission sont mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement.

A ce titre, ils continuent à bénéficier du régime de congés et de vacances propre à leur fonction d'origine. Toutefois, leur présence peut être requise, selon les nécessités du service, durant les périodes de vacances scolaires.

Section 5. — De l'ordonnateur des dépenses

Art. 19. Pour les années civiles 1990 et 1991, l'ordonnateur des dépenses est la personne désignée par les circulaires IX/YY/YL/JL/VD/4/102/du 16 juillet 1990 et PS 223/91.

Art. 20. A partir du 1er janvier 1992, l'ordonnateur des dépenses est un fonctionnaire, de rang 13 au moins, de la direction d'administration de l'enseignement de promotion sociale.

Art. 21. L'ordonnateur des dépenses peut ordonnancer les dépenses autorisées par la cellule, à concurrence d'un montant maximum d'un million deux cent cinquante mille francs, le(s) Ministre(s) étant l'(les) ordonnateur(s) primaire(s).

Section 6. — Des implications financières

Art. 22. Les montants alloués par le Fonds social européen sont virés à l'article prévu de la section particulière du Titre IV du budget de la Communauté française.

Art. 23. Les montants visés à l'article 22 sont, après déduction des sommes réservées, lors de l'établissement du budget, aux frais de fonctionnement de la cellule et des chargés de mission, répartis entre les réseaux, au prorata des actions réalisées, par chacun d'eux et proportionnellement à leur importance relative, pour l'enseignement de promotion sociale d'une part et pour l'enseignement secondaire à horaire réduit d'autre part.

Art. 24. Les coûts de fonctionnement engagés par les réseaux d'enseignement et les établissements pour la réalisation d'actions et qui à ce titre, sont pris en charge par le Fonds social européen, sont versés aux bénéficiaires sur la base d'une déclaration de créance, dont les justificatifs doivent correspondre aux critères d'éligibilité définis par le Fonds social européen.

Une avance de 50 % des coûts de fonctionnement est liquidée aux bénéficiaires concernés avant le 15 décembre de l'année budgétaire en cours, pour autant que les avances octroyées par la Communauté économique européenne le permettent.

Art. 25. Les critères d'éligibilité visés à l'article précédent sont communiqués chaque année aux établissements.

Art. 26. Les coûts de fonctionnement seront versés suivant la procédure administrative prévue en la matière.

Art. 27. Pour la gestion administrative des dossiers, le(s) Ministre(s) désigne(nt) auprès de l'administration un membre du personnel, choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement.

En matière de congés et de vacances, il est soumis aux règles applicables aux agents des Ministères.

Art. 28. Les membres de la cellule ne sont pas rétribués. Quand ils participent aux réunions de la cellule, les membres des personnels de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française sont en activité de service.

Ils ont droit au remboursement de leurs frais de parcours aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel des administrations de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires de rang 13.

Leur résidence administrative est celle de leur fonction.

Art. 29. Les chargés de mission ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et aux indemnités pour frais de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel des administrations de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires de rang 13.

Leur résidence administrative est celle de leur fonction d'origine.

Art. 30. Le membre du personnel visé à l'article 27 a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités pour frais de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel des administrations de la Communauté française. L'arrêté lui accordant un congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement fixe le grade de l'administration auquel il est assimilé pour l'application de cet article.

Sa résidence administrative est celle de sa fonction d'origine.

Art. 31. Pour les années 1990 et 1991, les dépenses engagées par les membres de la cellule et par les chargés de mission, telles qu'elles ont été approuvées par l'ordonnateur visé à l'article 21 peuvent être remboursées sur la base de documents probants.

Section 7. — Des traitements et subventions-traitements

Art. 32. § 1er. Les traitements et subventions-traitements alloués aux membres du personnel enseignant pour les prestations effectuées dans le cadre du programme du Fonds social européen sont intégralement pris en charge, à titre d'avance, par le budget de la Communauté française.

§ 2. L'intervention du Fonds social européen dans les traitements et subventions-traitements visés au § 1er du présent article sera ventilée entre les articles destinés aux paiements des traitements et subventions-traitements, par délibération de l'Exécutif à régulariser lors du feuillet d'ajustement.

Art. 33. Le présent arrêté produit ses effets au 1er janvier 1990.

Art. 34. Le(s) Ministre(s) responsable(s) de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement secondaire à horaire réduit est(ont) chargé(s) de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 novembre 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
 Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
 de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN
 Le Ministre de l'Education,
E. DI RUPO

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 400

[S-C — 29007]

23 NOVEMBER 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie en de werking van de instanties belast met het beheer van de gelden die de Europese Economische Gemeenschap ter beschikking stelt voor het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan, in het kader van het Europees Sociaal Fonds

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het verdrag van 25 maart 1957 tot instelling van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, zoals gewijzigd bij de Europese Eenheidsakte van 17 en 28 februari 1986;

Gelet op de verordening van de Europese Economische Gemeenschap nr. 2052/88 van de raad d.d. 24 juni 1988 betreffende de opdracht van de fondsen met structurele doeleinden, hun doelmatigheid en de coördinatie van hun tegemoetkomingen onderling en met die van de Europese Investeringsbank en van de andere financiële instellingen;

Gelet op de verordening van de Europese Economische Gemeenschap nr. 4253/88 van de Raad d.d. 19 december 1988 houdende toepassing van verordening 2052/88 inzake coördinatie tussen de tegemoetkomingen van de structurele fondsen onderling en met die van de Europese Investeringsbank en de andere financiële instellingen;

Gelet op de verordening van de Europese Economische Gemeenschap nr. 4255/88 van de Raad d.d. 19 december 1988 houdende toepassing van verordening 2052/88 betreffende het Europees sociaal fonds;

Gelet op de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd op 30 april 1957;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen gewijzigd bij die van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op het advies van de inspectie van financiën d.d. 19 mei 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 29 juni 1992;

Gelet op het protocol van sectorcomité IX en van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, in gemeenschappelijke vergadering;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld maatregelen moeten worden getroffen om gevolg te geven aan de bezwaren van het Rekenhof, dat zich verzet tegen de vereffening van de werkingskosten van de inrichtingen in het kader van de acties van het Europees Sociaal Fonds tegen de betaling van de rekeningen van leveranciers in het kader van de uitrusting van de cel Europees Sociaal Fonds en tegen de terugbetaling aan de Franse Gemeenschap van de voorschotten voor de bezoldiging van de personeelsleden, ingezet voor die acties;

Overwegende dat die bedragen voorgeschoten werden door de Franse Gemeenschap en dat ermee rekening werd gehouden in de begrotingen van het onderwijs voor sociale promotie en van het secundair onderwijs met beperkt leerplan, zodat er dringend maatregelen moeten komen om de Franse Gemeenschap in staat te stellen, die bedragen terug te vorderen;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 23 november 1992,

Besluit :

Afdeling 1. — Bepalingen

Artikel 1. Het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd op grond van de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd op 30 april 1957, en van het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie wordt hierna « onderwijs voor sociale promotie » genoemd.

Art. 2. Het secundair onderwijs met beperkt leerplan, georganiseerd bij decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan, wordt hierna « secundair onderwijs met beperkt leerplan » genoemd.

Art. 3. De Minister(s) van de Franse Gemeenschap, resp. bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan, wordt(en) hierna « de Minister(s) » genoemd.

Art. 4. Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder netten :

- 1° het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;
- 2° het provinciaal en gemeentelijk onderwijs, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- 3° het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, dat uit het vrij confessioneel en het vrij niet-confessioneel gesubsidieerd onderwijs bestaat.

Art. 5. Onder « cel » verstaat men hier het orgaan dat als gesprekspartner aangewezen is door de Executieve van de Franse Gemeenschap om als tussenpersoon te dienen voor de veldwerkers, de netten en de beslissingsstructuren van het Programma Europees Sociaal Fonds.

Afdeling 2. — Overeenstemming met de Europese bepalingen

Art. 6. Vanaf 1 januari 1990 hebben het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan deel aan het programma van het Europees Sociaal Fonds, in het kader van de verordening van de Europese Economische Gemeenschap 4255/88 van de Raad d.d. 19 december 1988 houdende toepassing van de verordening van de Europese Gemeenschap 2052/88 betreffende het Europees Sociaal Fonds.

Art. 7. § 1. Het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan nemen deel aan acties ten einde :

1. de langdurige werkloosheid te bestrijden door personen van meer dan 25 jaar die al meer dan 12 maanden werkloos zijn, in het beroepsleven op te nemen;
2. personen van minder dan 25 jaar die hun voltijdse leerplicht volbracht hebben en die werk zoeken, ongeacht de duur van dat zoeken, gemakkelijk in het beroepsleven in te schakelen;
3. de werkvastheid te bevorderen en nieuwe tewerkstellingsmogelijkheden te creëren voor de werklozen, de personen die met werkloosheid bedreigd zijn, en personen die werkzaam zijn in kleine en middelgrote ondernemingen, in het kader van acties overeenstemmend met de gewestelijke prioriteiten, die in de plannen of acties van andere Fondsen passen.

§ 2. Voor de doeleinden 1 en 2 van § 1 van dit artikel moeten de acties in de lijn liggen van het opleidings- en tewerkstellingsbeleid, vastgesteld door de Europese Commissie.

Afdeling 3. — Beheer van het programma in de Franse Gemeenschap

Art. 8. Voor de acties bedoeld in de artikelen 6 en 7 bepaalt (bepalen) de Minister(s) elk jaar bij omzendbrief, op advies van de cel, de acties die hij/zij wenst(en) te steunen, conform de bepalingen van het reglement van het Europees Sociaal Fonds.

Art. 9. Het programma Europees Sociaal Fonds voor het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan heeft zijn administratieve standplaats bij de algemene directie Organisatie van het onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap, bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

Art. 10. § 1. De cel omvat :

1. de bestuursdirecteur van het onderwijs voor sociale promotie, die de vergaderingen voorziet en vanaf 1 januari 1992 ook belast is met de coördinatie tussen cel, bestuur en inspectiedienst;
2. één vertegenwoordiger van de Minister(s);
3. de coördinator van de cel, opgericht door de Franse Gemeenschap voor de programma's van de Europese structurele fondsen;
4. het in artikel 13 bedoelde lid van de inspectie;
5. één vertegenwoordiger van de bestuursdirectie Onderwijs voor sociale promotie, die de cel voorziet bij ontstentenis van de Voorzitter;
6. één vertegenwoordiger van de algemene directie Secundair Onderwijs;
7. één vertegenwoordiger van de algemene directie Personeel, Statuten, Administratieve organisatie en Buitengewoon onderwijs;
8. drie vertegenwoordigers van elk onderwijsnet, behalve voor het vrij gesubsidieerd onderwijs dat 4 vertegenwoordigers heeft, onder wie één van de « Fédération des établissements libres subventionnés indépendants ».

§ 2. De in artikel 14 bedoelde opdrachthouders wonen de celvergaderingen met raadgevende stem bij.

§ 3. Personen die geen deel van de cel uitmaken kunnen in voorkomend geval, op verzoek van de voorzitter, op diens initiatief of op verzoek van de cel, de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen.

Art. 11. De cel is gelast :

- na te gaan of voorgestelde acties in aanmerking komen volgens de criteria van het Europees Sociaal Fonds;
- de Minister(s) de verdeling van de kredieten van het Europees Sociaal Fonds, ter beschikking van het onderwijs voor sociale promotie en van het secundair onderwijs met beperkt leerplan, overeenkomstig artikel 23 van dit besluit, voor te stellen;
- de Minister(s) acties voor te stellen die zouden moeten gesteund worden in het kader van de acties van het Europees Sociaal Fonds;
- het verloop, de opvolging, de evaluatie en de bevordering van het programma Europees Sociaal Fonds te verzekeren;
- de jaarverslagen goed te keuren met inbegrip van de rekeningen, na de conformiteit te hebben nagegaan.

Art. 12. De stemmingen kunnen alleen plaatsvinden als elk net vertegenwoordigd is en ten minste 2/3 van de leden aanwezig zijn. De beslissingen worden dan bij meerderheid van twee derde van de aanwezige leden genomen.

Als een net niet vertegenwoordigd is of als minder dan 2/3 van de leden aanwezig zijn, wordt een nieuwe vergadering belegd, tijdens welke er kan gesternd worden ongeacht het aantal vertegenwoordigde netten of het aantal aanwezigen. De beslissingen worden dan genomen bij volstrekte meerderheid van de aanwezige leden.

Art. 13. Een lid van de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie, aangewezen door de Minister(s), is gelast:

- de opdrachten van de inspectiedienst te organiseren in het kader van de acties van het Europees Sociaal Fonds, die het onderwijs voor sociale promotie te beurt vallen;
- het werk van de in artikel 14 bedoelde opdrachthouders te coördineren.

Afdeling 4. — De opdrachthouders

Art. 14. De Minister(s) kan/kunnen drie opdrachthouders voor het onderwijs voor sociale promotie en drie opdrachthouders voor het secundair onderwijs met beperkt leerplan aanwijzen, naar rata van één per net. Voor het gesubsidieerd onderwijs wijst/wijzen de Minister(s) ze aan op advies van de representatieve organisaties van inrichtende machten, elk wat haar betreft.

Art. 15. Voor het beheer van de kredieten van het Europees Sociaal Fonds, het stellen en verzenden van de interim- of eindverslagen en de coördinatie tussen de netten, voeren de opdrachthouders de beslissingen van de cel uit; ze verrichten die taak in de lokalen van de bestuurszetel van het programma Europees Sociaal Fonds. Zij ressorteren dan onder het gezag van de in artikel 13 bedoelde verantwoordelijke coördinator.

Art. 16. Voor de betrekkingen met de inrichtingen en inrichtende machten, de opvolging van het programma van het Europees Sociaal Fonds staan de opdrachthouders ter beschikking van hun net; daarbij brengen ze alleen bij de instanties van het net rekenschap over hun activiteit uit.

Art. 17. De opdrachthouder aangewezen door de Minister(s) op gezamenlijk advies van het « Secrétariat national de l'enseignement catholique » en van de « Fédération des établissements libres subventionnés indépendants », verricht zijn opdracht in het vrij confessioneel en niet-confessioneel onderwijs.

Art. 18. De opdrachthouders zijn met verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs. Zij blijven alsdan de vakantie- en verlofregeling genieten die voor hun oorspronkelijke functie gold. Hun aanwezigheid kan echter volgens de behoeften van de dienst vereist worden tijdens de schoolvakantie.

Afdeling 5. — De ordonnateur van de uitgaven

Art. 19. Voor de kalenderjaren 1990 en 1991 is de ordonnateur van de uitgaven de persoon aangewezen bij de omzendbrieven IX/YY/YL/JL/VD/4/102 d.d. 16 juli 1990 en PS 223/91.

Art. 20. Vanaf 1 januari 1992 is de ordonnateur van de uitgaven een ambtenaar van ten minste rang 13 bij de bestuursdirectie Onderwijs voor sociale promotie.

Art. 21. De ordonnateur van de uitgaven kan de door de cel toegelaten uitgaven ordonnanceren, naar rata van ten hoogste 1 250 000 F; de Minister(s) is/zijn dan de eerste ordonnateur(s).

Afdeling 6. — Financiële terugslag

Art. 22. De door het Europees Sociaal Fonds toegekende bedragen worden overgemaakt op het daartoe bestemde artikel van de afzonderlijke sectie van Titel IV van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 23. De in artikel 22 bedoelde bedragen worden na aftrek van de bedragen die bij het opmaken van de begroting besteed werden voor de werkingskosten van de cel en van de opdrachthouders, verdeeld onder de netten, naar rata van de door elk net verrichte acties en in verhouding tot hun betrekkelijk belang, voor het onderwijs voor sociale promotie enerzijds, het secundair onderwijs met beperkt leerplan anderzijds.

Art. 24. De door de onderwijsinrichtingen en de onderwijsnetten gedane werkingskosten voor de verwezenlijking van acties die ten laste van het Europees Sociaal Fonds komen, worden aan de begunstigde overgemaakt op grond van een schuldvordering waarvan de verantwoording moet beantwoorden aan de door bedoeld Fonds bepaalde criteria.

Een voorschot van 50 % van de werkingskosten wordt aan de betrokken begunstigten vereffend vóór 15 december van het lopende begrotingsjaar mits de door de Europese Economische Gemeenschap verleende voorschotten dat mogelijk maken.

Art. 25. De in artikel 24 bedoelde criteria worden jaarlijks aan de inrichtingen meegedeeld.

Art. 26. De werkingskosten worden gestort volgens de terzake bepaalde administratieve procedure.

Art. 27. Voor het administratief beheer van de dossiers wijst/wijzen de Minister(s) bij het bestuur een personeelslid aan onder de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs aan wie verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs toegekend werd.

Inzake verlof en vakantie blijven voor dat personeelslid de regels gelden, toepasselijk op het personeel van de Ministeries.

Art. 28. De leden van de cel worden niet bezoldigd. Wanneer zij aan de vergaderingen van de cel deelnemen, zijn leden van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs in actieve dienst. Zij hebben recht op terugbetaling van hun reiskosten onder de voorwaarden bepaald voor het personeel van de besturen van de Franse Gemeenschap. Daartoe worden zij met ambtenaren van rang 13 gelijkgesteld. Hun administratieve standplaats is die van hun ambt.

Art. 29. De opdrachthouders hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten en op de vergoedingen voor verblijfkosten, onder de voorwaarden bepaald voor het personeel van de besturen van de Franse Gemeenschap. Daartoe worden zij met ambtenaren van rang 13 gelijkgesteld. Hun administratieve standplaats is die van hun oorspronkelijk ambt.

Art. 30. Het personeelslid bedoeld in artikel 27 heeft recht op terugbetaling van zijn reiskosten en op de vergoedingen voor verblijfkosten, onder de voorwaarden bepaald voor het personeel van de besturen van de Franse Gemeenschap. Het besluit dat hem verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs toekent, bepaalt de bestuursgraad waarmee hij voor de toepassing van dit artikel gelijkgesteld wordt. Zijn administratieve standplaats is die van zijn oorspronkelijk ambt.

Art. 31. Voor 1990 en 1991 kunnen de uitgaven, gedaan door leden van de cel en opdrachthouders en goedgekeurd door de in artikel 21 bedoelde ordonnateur, terugbetaald worden op grond van bewijsstukken.

Afdeling 7. — Wedden en weddetoelagen

Art. 32. § 1. De wedden en weddetoelagen toegekend aan de leerkrachten voor prestaties in het kader van het programma Europees Sociaal Fonds worden voorgeschoten ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De bijdrage van het Europees Sociaal Fonds in de in § 1 van dit artikel bedoelde wedden en weddetoelagen zal verdeeld worden over de artikelen bestemd voor de betaling van wedden en weddetoelagen, bij een beslissing van de Executieve die in het blad tot aanpassing van de begroting geregulariseerd zal worden.

Art. 33. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1990.

Art. 34. De Minister(s) bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan is/zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 november 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,
E. DI RUPO

F. 93 — 401

23 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations périodes dans l'enseignement de promotion sociale

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétence en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 17 décembre 1992;

Vu le protocole du 15 octobre 1992 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux section II, siégeant conjointement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de confirmer sans retard aux établissements d'enseignement de promotion sociale la dotation de périodes dont ils disposeront durant la prochaine année civile;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Pour chacun des cours visé à l'article 4, la dotation de périodes symbolisée par la lettre D est calculée, selon le cas, par une des formules suivantes :

$$D = X \cdot \frac{N(N+1)}{2} + \frac{X}{2} \left[U - \frac{N(N+1)}{2} \right] \cdot C \text{ si } Ne > Ncf$$

$$D = \left[X \cdot \frac{N(N+1)}{2} + \frac{X}{2} \left(U - \frac{N(N+1)}{2} \right) \right] \cdot C \text{ si } Ne \leq Ncf$$

Ne est le symbole qui représente le nombre d'élèves réguliers inscrits au cours considéré, comptabilisé à la date du premier dixième de la durée de la section, formation courte ou unité de formation concernée et organisée totalement ou partiellement durant l'avant-dernière année civile qui précède l'année civile concernée.

Ncf est le symbole qui représente le(s) nombre(s) d'élèves réguliers, au-dessus duquel (desquels) le coefficient C n'affecte que la deuxième partie de la formule réglant l'ajustement de la dotation de périodes.

X est le nombre de périodes organiques consacrées au cours considéré, qui ont été effectivement organisées durant l'avant-dernière année civile qui précède l'année civile concernée.

$$N = 1 + E \frac{U-1}{E(10^{\circ}C)}$$

E est le symbole qui représente la fonction partie entière.

Le symbole U représente le nombre d'unités d'ajustement relatif au cours considéré, calculé selon les dispositions de l'arrêté précité tel que modifié par le présent arrêté.

Le symbole C représente la valeur du coefficient correctif qui affecte le calcul du montant de la dotation de périodes. La valeur du coefficient correctif C est fixée, chaque année, par le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.